

"La querelle pour l'Allemagne" dans Il nuovo Corriere della Sera (1er juillet 1948)

Légende: Le 1er juillet 1948, le quotidien italien Il nuovo Corriere della Sera montre comment le blocus de Berlin s'inscrit dans la logique de la Guerre froide et s'interroge sur l'avenir de l'Allemagne.

Source: Il nuovo Corriere della Sera. dir. de publ. Guglielmo, Emanuel. 01.07.1948, n° 136; anno 73. Milano: Corriere della Sera. "La lotta per la Germania", auteur: Guerriero, Augusto, p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_querelle_pour_l_allemande_dans_il_nuovo_corriere_della_sera_1er_juillet_1948-fr-f07f3ea2-cfee-45e0-b197-f45d800aee9e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La querelle pour l'Allemagne

La «bataille froide» qui se déroule en ce moment à Berlin, n'est pas une simple querelle, comme on a pu l'entendre dire, pour un billet de cent marks ou un autre billet, c'est-à-dire qui consiste à savoir si dans toute la ville quadripartite seul le «mark Sokolovski» doit circuler ou si le mark occidental doit circuler dans trois secteurs et le «mark Sokolovski» dans le quatrième. Il ne s'agit pas non plus d'une simple querelle pour conquérir la ville. Les Russes veulent, bien évidemment, contraindre les Alliés à abandonner Berlin et les Alliés occidentaux veulent y rester à tout prix. Mais l'enjeu ne se limite pas à cela, le mark ou Berlin ne sont pas seuls en jeu. Un enjeu plus grand et important est en cause: l'Allemagne ou, pour reprendre l'expression du magazine *l'Economist*, «l'âme de l'Allemagne». Les Alliés ne peuvent pas espérer constituer une Europe de l'Ouest unie et suffisamment forte pour résister aux pressions extérieures s'ils ne peuvent pas compter sur la coopération allemande. Cette querelle a débuté à Potsdam. Jusqu'alors, les Occidentaux avaient payé en nourriture et les Russes en propagande: les Occidentaux donnaient à manger à des millions et des millions d'Allemands et la Russie, après s'être octroyé une partie de l'Allemagne de l'Est à son avantage et celui de la Pologne, avait emporté avec elle des implantations industrielles sous prétexte qu'elles devaient être réparées. Elle s'était emparée des machines et des ouvriers, mais avait promis en contrepartie au peuple allemand quelque chose de magique: l'unité de l'Allemagne. Le «plan des Six» pour la reconstruction de l'Allemagne de l'Ouest a accéléré la situation. Les Russes ont accusé les Occidentaux d'avoir violé l'accord de Potsdam en élaborant le plan de Londres et ont déclaré que le gouvernement à quatre de Berlin devait prendre fin. Dès cet instant, s'est déclenchée à Berlin une épreuve de force décisive. Les Britanniques et les Américains emploient aujourd'hui un mot caractéristique et imagé pour indiquer le moment où dans le jeu l'un des deux adversaires oblige l'autre à abattre ses cartes, c'est le moment: *show-down*. Voilà où l'on en est à Berlin, au *show-down*. Celle des deux parties qui se retirera ou cédera, perdra le prestige ou comme on dit à l'Est, «perdra la face». Le prestige n'est pas une question de vanité nationale ou d'orgueil. Si les Alliés se retiraient de Berlin, les Berlinoises, qui jusqu'alors se sont battus contre les communistes, seraient livrés à la merci de leur ennemi, comme le furent à Yalta les libéraux et les démocrates de Roumanie, de Pologne, de Hongrie, etc. Après cela, quelle confiance le peuple allemand pourrait-il encore avoir en la puissance des Alliés occidentaux et en leur détermination?

Il y a trois ans de cela, la conquête de l'Allemagne par les communistes commençait dans les conditions les plus déplorables que l'on puisse imaginer. L'inimitié qu'éprouvent les Allemands à l'égard des Slaves a des origines historiques très profondes.

Tout le peuple allemand était anticommuniste.

Cependant, l'accord de Potsdam fut probablement le pacte le plus désastreux qu'une coalition de vainqueurs ait jamais imposé à un vaincu. Comparé à celui de Potsdam, le traité de paix de Versailles – si décrié et à tort, pour une grande part – fut une œuvre d'une grande sagesse et de bon sens. L'Allemagne, ou plutôt ce qui restait de l'Allemagne, avec une terre agricole réduite d'un quart et une industrie réduite de moitié, aurait dû subvenir aux besoins d'une population augmentée de dix à douze millions d'Allemands réfugiés ou expulsés de Prusse orientale, de Silésie, des autres territoires de l'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie, des Balkans. *l'Economist* à l'époque avait affirmé: «L'accord de Potsdam ne durera pas dix ans et lorsqu'il s'effondrera, il ne restera plus que l'anarchie internationale en équilibre sur un fil de rasoir, entre la civilisation et la bombe atomique». L'accord a tenu moins de trois ans et le jour où les puissances occidentales et les trois gouvernements du Benelux parviennent, après

des semaines de pourparlers et de négociations difficiles, à s'entendre sur un plan de reconstruction pour l'Allemagne de l'Est qui doit remplacer l'absurde accord de Potsdam, voilà que le monde tient en équilibre entre la guerre et la paix, «entre la civilisation et la bombe atomique».

Le plan qui résulte de la conférence de Londres prévoit l'instauration d'un gouvernement d'Allemagne de l'Ouest et le contrôle international de la Ruhr. Le but est de redonner vie à la grande industrie ouest-allemande pour le bien du peuple allemand et de l'Europe.

Mais cela ne fait en rien appel au nationalisme allemand. Un journal américain – le *Baltimore Sun* – l'a défini par une série de propositions négatives: «Ce que notre plan n'est pas». Le plan semble accepter la division de l'Allemagne, tandis que les Allemands, toutes couleurs politiques confondues, veulent l'unification. Il donne le dernier mot aux autorités militaires des occupants sur plusieurs questions cruciales, tandis que les Allemands, toutes couleurs politiques confondues, veulent que l'Allemagne soit dirigée par des Allemands et que l'humiliation de l'occupation militaire s'arrête. Il donne libre cours à l'institution d'une assemblée constituée des différents *Länder*, tandis que de nombreux Allemands veulent l'assurance d'un gouvernement central fort. Il met la région de la Ruhr à la disposition de tous, tandis que les Allemands veulent que la Ruhr leur appartienne et que le travail soit pour eux seuls. «Vous croyez, a déclaré le chef d'un syndicat ouvrier, que nos mineurs travailleront dur lorsqu'ils s'apercevront que ce sont d'autres pays qui prennent le charbon qu'ils produisent?». D'autre part, il ne semble pas, et il est trop tôt de toute façon pour émettre une opinion, que les propositions faites hier par Ernest Bevin lors de son discours modifient beaucoup la situation.

À l'inverse, le plan lancé par la conférence de Varsovie fait justement appel au nationalisme allemand: réunification de l'Allemagne, institution d'un gouvernement allemand pour toute l'Allemagne, retrait de toutes les troupes des occupants. En ce qui concerne la région de la Ruhr, la Russie suggère un contrôle à quatre, c'est-à-dire de participer au contrôle de cet immense arsenal, mais ne propose néanmoins absolument pas aux Alliés qu'ils participent au contrôle de l'industrie de la Silésie. En ce qui concerne la réparation des dommages, les Soviétiques souhaitent que des mesures soient prises qui garantissent que les Allemands remplissent leurs obligations, ce point aura un «goût amer» pour le peuple allemand. Toutefois, le paradoxe le plus extraordinaire se rapporte à la défense de l'Allemagne réunie. C'est bien la Russie qui a amputé l'Allemagne de certains de ses territoires, elle en a gardé une partie pour elle et a confié l'autre à la Pologne. Après quoi, elle se présente comme la championne de l'unité allemande. Cela revient à promettre la sécurité à un homme à qui l'on aurait amputé les deux jambes.

Il est possible que derrière cette compétition pour la conquête de «l'âme de l'Allemagne» se cachent deux peurs, deux grandes peurs parallèles ou plutôt contraires. Les Russes craignent que l'Allemagne de l'Ouest, si elle se réorganise sous l'égide de la puissance américaine, aspire immédiatement à libérer, non seulement la zone qui se trouve aujourd'hui sous occupation russe, mais tous les territoires allemands que se sont octroyés la Russie et la Pologne, qu'elle aspirerait ainsi à réunifier l'Allemagne *contre* la Russie. De leur côté, les Occidentaux craignent que les Russes veuillent l'unité de l'Allemagne pour ensuite faire renverser le gouvernement élu, qui serait sans doute faible, par leur «cinquième colonne» comme à Prague. Ainsi, ils travailleraient à l'union de l'Allemagne *contre* l'Occident. Ensuite, l'Allemagne deviendrait un pays satellite de la Russie: un gigantesque satellite, capable de bouleverser profondément l'équilibre des forces.

Augusto Guerriero